

**CGT-Culture - CFDT-Culture - CFTC-Culture –SNAC FSU - SNAC-FO
SUD-Culture – UNSA-Culture**

**NON A LA RGPP,
OUTIL DU SACCAGE DU SERVICE PUBLIC !**

Ne nous y trompons pas, la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) est bien un outil de détérioration et de privatisation des services publics. En ce qui concerne la Culture, première cible de ces attaques, nous sommes face à une volonté politique de mettre fin à l'exception culturelle à la française !

Le gouvernement cherche aujourd'hui à remettre en cause le statut et à détruire le Ministère de la Culture en tant que tel, en amputant ses missions, les moyens de son action et en supprimant des services et des postes sous couvert de réorganisation administrative.

Aussi, avec l'ensemble des organisations syndicales du Ministère de la Culture signataires, nous nous prononçons :

- Contre **la RGPP**, qui, au nom de la diminution de la dette et des déficits publics, **redéfinit les politiques publiques sur un schéma libéral avec des administrations « allégées et recentrées »**, et réduit drastiquement le champ et le volume de l'intervention publique,

- Contre **la RGPP** qui, par les projets législatifs en cours à la Fonction publique, **va « adapter » les statuts et la gestion des personnels** : recours aux entreprises d'intérim en substitution des recrutements de CDD et de vacataires, possibilité de licenciement des fonctionnaires dans le cadre des restructurations des administrations,...

- Contre **la RGPP**, qui atomise le Ministère de la Culture en tant que tel, par **une réduction draconienne du nombre des directions d'administration centrale**, dont nombre de missions seront abandonnées et dont les moyens seront diminués,

- Contre **la RGPP**, qui **multiplie les gels budgétaires, qui accélère les désengagements financiers** avec une perspective de réduction de 20 % des crédits du ministère à échéance de 3 ans et qui **accroît la part des financements privés dans le budget des opérateurs culturels**, comme l'a préconisé Nicolas Sarkozy dans la lettre de mission adressée à Christine Albanel,

- Contre **la RGPP**, qui **lâche au secteur privé nombre de missions de l'Etat opérateur**, par le transfert de l'activité d'établissements du ministère **vers des filiales privées comme à la Réunion des Musées Nationaux, mais également dans le secteur de l'archéologie préventive et le Centre des Monuments Nationaux**, ou qui ouvre une nouvelle vague de transferts aux collectivités territoriales des monuments, étendue aux musées nationaux,

- Contre **la RGPP**, qui, après la loi de « décentralisation » Raffarin, **fragilise encore un peu plus les services déconcentrés**, pourtant véritables outils des politiques publiques culturelles sur l'ensemble du territoire et sans lesquels le ministère n'aurait plus de véritable existence,

- Contre ce vaste plan de refonte des politiques publiques, qui entend tout privatiser, allant même jusqu'à projeter de commercialiser (vente et location) les œuvres d'art et objets des collections publiques.

**PLUS QUE JAMAIS, C'EST PAR LA DETERMINATION DE TOUTES ET TOUS QUE
NOUS ARRETERONS LA CASSE DU MINISTERE**

**TOUS ENSEMBLE EN GREVE
POUR LE SERVICE PUBLIC CULTUREL
ET RASSEMBLONS NOUS LE 21 FEVRIER
SOUS LES FENETRES DU MINISTERE DE LA CULTURE -AUX COLONNES DE
BUREN - A PARTIR DE 13 HEURES**